

PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne

Dijon, le 12 juin 2013

Unité Territoriale 21

S:\ENVIRONNEMENT\Documents communs\Installations  
Classées\Etablissements\TPC St  
Apollinaire\2013\_03\_Coderst\2013\_06\_rapport\_APC.odt

Nos réf. : SC/SK/2013-313

Affaire suivie par : Stéphane CARON  
stephane.caron@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 03.45.83.21.91 Fax. 03.45.83.22.95

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**  
**en CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

**I - PETITIONNAIRE**

Raison sociale	: TPC
Siège social	: avenue du Colonel Prat 21850 Saint-Apollinaire
Adresse de l'établissement	: avenue du Colonel Prat 21850 Saint-Apollinaire
Téléphone	: 03.80.71.74.00
N° SIRET	: 55206423000071
Activités principales	: Fabrication d'autres matériels électriques

**II - OBJET DE LA PETITION**

Par courrier du 27 septembre 2012, l'exploitant a demandé la modification :

- des prescriptions du rejet d'eaux industrielles imposées à l'article 8,
- des prescriptions des rejets atmosphériques imposées à l'article 17,

de son arrêté préfectoral d'autorisation à exploiter du 7 février 2003.

**III – ACTIVITE DU SITE**

Le site relève du régime de l'autorisation pour l'activité de fabrication de composants électroniques passifs dont des condensateurs céramiques et des condensateurs de puissance pour une capacité de 110 millions de pièces/an.

Horaires d'ouverture au public :  
du lundi au jeudi : 8h30-12h00 / 13h30-16h30  
le vendredi : 8h30-12h00 / 13h30-16h00

Autres horaires : sur rendez-vous  
Tél. : 03 45 83 22 22 – fax : 03 45 83 22 95  
19bis-21 bd Voltaire -BP 27 805– 21078 Dijon cedex

#### **IV – PORTEE DE LA DEMANDE**

Par le courrier précité, l'exploitant a demandé :

➤ **« Eau »**

- la modification des fréquences d'analyses des rejets eaux « BANI » et « général »,

➤ **« Air »**

- la suppression de deux points de mesure des jauges « Owen », et la modification des fréquences d'analyses afférentes,
- la suppression des analyses atmosphériques sur les points C1.1, C3.2, D2.1, D3.1, Y1.1 et Y1.7 ainsi que les analyses au niveau des rejets des chaudières,
- l'augmentation de la concentration en COV au point D5.1,
- la suppression des mesures de la basicité et de l'acidité sur le point C8.3 (traitement de surfaces), la suppression de la mesure de COV et la mise à jour des valeurs imposées en flux pour le point C8.3 au regard des concentrations et du débit mesurés.

#### **V – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

- **Préambule**

L'arrêté préfectoral originel précité fait suite à la réorganisation industrielle des activités avec la fermeture des sites de Beaune et de Seurre et du rapatriement d'une partie des activités de ces derniers sur le site de Saint Apollinaire.

Compte tenu de l'évolution réglementaire, il est nécessaire de mettre à jour les valeurs imposées de la thématique « eau » au regard de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces.

Depuis la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation, des modifications sont intervenues sur le site et notamment une réorganisation afin d'optimiser l'occupation des locaux. Ainsi, aujourd'hui des bâtiments sont désaffectés. Ce qui entraîne la suppression d'installations sur une partie des points de rejets canalisés.

Par ailleurs, l'inspection propose également de supprimer les articles 11 (bilan des rejets) et 18.4 (bilan environnement) qui sont devenus inadaptés au regard des textes en vigueur.

- **Eau**

Seule l'activité de traitement de surfaces utilise de l'eau dans le process. Pour mémoire, le volume des bains est de 2130 litres. (Le seuil de classement sous le régime de l'autorisation est de 1500 litres)

L'inspection propose en plus de la demande de l'exploitant :

- de caler la surveillance du rejet d'eau industrielle « BANI » au sens strict de l'arrêté ministériel précité,
- de supprimer la surveillance des paramètres qui ne sont pas pertinents au regard de l'activité exercée et dont les résultats sont par ailleurs inférieurs aux seuils de détection,
- de supprimer l'autosurveillance du point de rejet général. Le site, de construction ancienne, possède un réseau d'évacuation unique. En conséquence, les eaux du point de rejet général sont composées d'eaux vannes, d'eaux pluviales et d'eaux industrielles de l'activité de traitement de surfaces.

Les rejets sont raccordés à la STEP de Dijon Longvic.

- Situation actuelle :

Les valeurs imposées sont les suivantes :

Point de rejet général :

	MAXIMAL JOURNALIER en m³/j	MOYEN MENSUEL en m³/j
DEBIT MAXIMAL	400	200
SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	
MES	35	
DCO	40	
DBO <sub>5</sub>	10	
Azote global	30	
NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>	2	
NO <sub>2</sub> <sup>-</sup>	1	
NO <sub>3</sub> <sup>-</sup>	30	
NTK	3	
Phosphore total	0,6	
Hydrocarbures totaux	5	
Métaux totaux	5	
pH	6,5 à 8,5	

Point de rejet Traitement de surface :

PARAMETRES	CONCENTRATIONS en mg/l		FLUX en kg/j	
	Maximale Instantanée	Moyenne Mensuelle	Maximal journalier	Moyen Mensuel
M.E.S.	30	10	0,12	0,12
DCO (1)	150	30	1,80	0,36
Azote global (2)	30	25	0,30	0,30
NH <sub>4</sub> +	2	2	0,02	0,02
NO <sub>2</sub> -	1	1	0,01	0,01
NO <sub>3</sub> -	60	30	0,36	0,36
NTK	5	3	0,04	0,04
Phosphore total	10	10	0,12	0,12
sulfates	250	250	3,00	3,00
Cyanure (p.m.)	0,10	0,05	0,001	0,001
Cr VI	0,10	0,05	0,001	0,001
Cr total	0,50	0,10	0,001	0,001
Plomb et composés	0,50	0,10	0,001	0,001
Cuivre et composés	0,50	0,50	0,01	0,01
Nickel et composés	0,50	0,50	0,01	0,01
Zinc et composés	2,00	1,00	0,01	0,01
Manganèse et composés	1,00	0,50	0,01	0,01
Etain et composés	2,00	1,00	0,01	0,01
Fer, Aluminium et composés	5,00	5,00	0,06	0,06
Cadmium (p.m.)	0,05	0,05	0,001	0,001
Métaux totaux	5,00	5,00	0,06	0,06

PARAMETRES	CONCENTRATIONS en mg/l		FLUX en kg/j	
	Maximale Instantanée	Moyenne Mensuelle	Maximal journalier	Moyen Mensuel
AOX	1,00	1,00	0,01	0,01
Indice phénol	0,30	0,30	0,00	0,00
Hydrocarbures totaux	10,00	5,00	0,06	0,06
Fluor et composés	15,00	10,00	0,12	0,12

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

Situation future (projet d'APC)

Point de rejet général :

Compte-tenu de ce qui est décrit supra, l'inspection propose d'abandonner le suivi.

**Ce point est repris à l'article 4 du projet d' APC.**

Point de rejet Traitement de surfaces :

Depuis, la mise en place de l'autosurveillance et des contrôles inopinés réalisés à notre demande , les concentrations des paramètres Chrome, Chrome VI, Manganèse, Aluminium, Cadmium, Plomb, Zinc, Hydrocarbures, Cyanure et l'indice phénol sont inférieures au seuil de détection, par ailleurs non utilisés au niveau du process. Aussi, l'inspection propose de supprimer leur surveillance. Les concentrations des paramètres DCO, Azote Global, Phosphore, Nickel et AOX ont été revues à la hausse. Elles sont conformes à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux activités de traitement de surfaces relevant du régime de l'autorisation. Le débit et les flux restent inchangés.

Le tableau ci-après reprend la nouvelle surveillance proposée :

PARAMETRES		
Débit	12 m <sup>3</sup> / Jour	
pH	Compris entre 6.5 et 9	
Température	< 30 °C	
	CONCENTRATIONS en mg/l max journalière	FLUX en kg/j max journalier
M.E.S.	30	0,12
DCO	600	1,80
Azote global	150	0,30
Phosphore total	50	0,12
Nickel et composés	2,00	0,01
Etain et composés	2,00	0,01
Fer, Aluminium et composés	5,00	0,06
Fluor et composés	15	0,12
AOX	5,00	0,01

**Ce point est repris à l'article 5 du projet d' APC.**

Compte-tenu du faible volume rejeté, l'inspection propose également de modifier les fréquences d'analyses des métaux qui avait une fréquence hebdomadaire et de passer à une fréquence mensuelle pour l'ensemble des paramètres.

**Ce point est repris à l'article 7 du projet d' APC.**

- **Air**
  - Jauges « OWEN »

Le site est équipé depuis 2003 de trois jauges pour un suivi sur les poussières, le nickel et le plomb. Les résultats des trois dernières années ne font pas apparaître de présence de Nickel et de Plomb.

Pour mémoire, le site est équipé pour les activités produisant des poussières métalliques d'un dispositif de filtration absolue « DELTA-NEU ».La concentration en poussières de ce dispositif est mesurée en continue et des analyses sont réalisées annuellement par un organisme dument accrédité. Elles ne font pas apparaître de non-conformités par rapport aux prescriptions imposées.

Aussi, l'inspection propose de supprimer la surveillance à l'aide des jauges « OWEN ».

**Ce point est repris à l'article 14 du projet d' APC.**

- Point de rejets atmosphériques

Par l'arrêté préfectoral précité, les points de rejets atmosphériques sont les suivants :

Bâtiment	Cheminée	Diamètre	Hauteur	Débit	Nature rejet
	n°	en mm	en M	en M3	
<b>C</b>	C1.1	300	7	2500	COV
	C3.1	720	7	10 000	COV (fumée de soudure Sn)
	C3.2	350	7	4 000	Poussières de sablage résine
	C4.1	550	7	8 000	COV (principalement alcool dénaturé et xylène)
	C8.1	1 000	10		Air ambiant salle fours
	C8.2	500	10		Introduction air sur groupe froid
	C8.3	700	10		COV Barrière de Nickel - risque R45,R48,R40,R50/53,R50, R49, R46
	C8.4	750	10	12 000	COV (principalement xylène, alcool dénaturé,acétate d'éthyle)
	C8.5	600	10	12 000	trichloréthylène-perchloréthylène (arrêt 2003)-risque R40,R51-53
	C8.6	600	10	12 000	COV (principalement xylène, alcool dénaturé,)
	C8.7	400	10		Introduction air sur groupe froid
<b>D</b>	C8.8	160	10		Extraction naturelle des fours
	C8.9	500	10	6 000	Coulage aqueux
	C8.10	500	10		Extraction air chaud groupes frigo
	C8.11	500	10	6 000	COV (principalement Alcool dénaturé -Biosolv)
	D1.1	350	7	4 000	Poussières d'oxydes métalliques dont oxyde de nickel - risque R49.C1
	D1.2	600	7	8 000	COV (principalement alcool dénaturé)
	D2.1	600	7	8 000	COV (principalement alcool dénaturé-biosane )
	D3.1	600	7	8 000	COV (principalement alcool dénaturé -biosane)
	D4.1	800	10	12 000	COV (Soldry-Dichlorométhane-durcisseurs résine) risque R40,R45,R42
	D4.2	450	10	6 000	COV (Biosane , fumée de soudure Sn/Pb)
	D4.3	450	10	6 000	COV (Biosane , fumée de soudure Sn/Pb)
<b>X</b>	D5.1	800	10	12 000	COV (Soldry-Dichlorométhane-durcisseurs résine) risque R40,R45,R42
	D5.2	1 000	10	26 000	COV (Soldry-Dichlorométhane-durcisseurs résine) risque R40,R45,R42
	X1.1	350	10	6 000	COV (fumée de soudure Sn/Pb- Fumée de soudure TIG)
	X1.2	350	10	6 000	COV (fumée de soudure Sn/Pb- Fumée de soudure TIG)
	X4.1	450	10	6 000	Poussières métalliques (Zinc)
	X4.2	300	8	4 000	Poussières métalliques
	X2.1	300	8	4 000	COV (fumée de pompe à vide travaillant sur les différentes huiles d'imprégnation
	X2.2	300	8	4 000	COV (fumée de soudure Sn/Pb-)
	X3.1	1 200	15	45 000	Poussières métalliques de shoopage
	X3.2	300	10	4 000	COV possible (extraction air chaud sur étuves)
	X3.3	1 000	7		Extraction air chaud groupe frigo
<b>Y</b>	Y1.1	1 000	11	250	Poussières de céramique
	Y1.2	500 et 250			Arrêt programmé en 2003
	Y1.3	250			Arrêt programmé en 2003
	Y1.4	300			Arrêt programmé en 2003
	Y1.5	720			Arrêt programmé en 2003
	Y1.6	270			Arrêt programmé en 2003
	Y1.7	400	10	4 000	COV (fumée de soudure Sn/Pb)

Les valeurs limitent imposées par l'AP sont les suivantes :

Conc. en mg/Nm3	Traitement de surface C8.3		- Dépoussiéreur Delta Neu (X3.1+X4.1 +X4.2) - Filtration D1.1			C1.1 C4.1 C8.4 C8.6 C8.11 D1.2 D2.1 D3.1 X2.1 X3.2	D4.2 D4.3 X1.1 X1.2 X2.2 Y1.7 Y1.1	D4.1 – D5.1 – D5.2	C3.2
	Conc. mg/Nm3	flux g/h	Conc. mg/Nm3	Flux Delta N g/h	Flux D1.1 g/h	Conc. mg/Nm3	Conc. mg/Nm3	Conc. mg/Nm3	Conc. mg/Nm3
Poussières	10	7	1	45	5,3		10		10
H +	0,5	0,35							
OH-	5	3,5							
COV	2	1,4				110	110	2	
Sb+Cr+Co+Cu +Sn+Mn+Ni+ V+Zn	5	3,5	1	45	5,3		5	5	5
Plomb (gazeux et particulaire)	1	0,7	0,01	0,045	0,053		1	1	1
<b>Ni et composés</b>	<b>0,15</b>	<b>0,1</b>	<b>0,15</b>	<b>6,75</b>	<b>0,795</b>				

Depuis 2003, les installations ont subi des modifications, d'une part par la réorganisation du site et d'autre part par la suppression des produits contenant des COV (soudure) et de la suppression des produits comportant des mentions de danger H340, H350 et H360.

- Points C1.1, C3.2, C8.4, D2.1, D3.1, Y1.1 à Y1.7

les installations ont été démantelées, l'inspection propose de supprimer ces points de rejets.

- Point de rejets soudure (C3.1, D4.2, D4.3, X1.1, X1.2 et X2.2)

Les produits de soudure ne contiennent plus de COV. Aussi, l'Inspection propose de supprimer l'analyses des COV et de conserver l'analyse de métaux lourds autre que le mercure sur les points de rejets « soudure ».

- points de rejets traitement de surfaces (C8.3)

Les bains ne sont pas chauffés, l'air est simplement aspiré sans dispositif de traitement particulier. Les produits utilisés ne contiennent plus de COV.

Les analyses réalisées en septembre 2011 ne font pas apparaître de non-conformités au niveau des concentrations. Les valeurs obtenues sont très faibles au regard des limites imposées. Seul les flux sont non-conformes. Cette non-conformité est due à une différence de le débit entre l'installation et la valeur qui a été reprise dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (facteur 10). L'inspection propose de supprimer les flux mais également la surveillance des paramètres qui ne sont pas pertinents.

En conséquence, l'inspection propose de conserver les analyses sur le paramètre acidité (H+) et de supprimer l'analyse des poussières, de la basicité (OH-), des COV, des métaux lourds autres que le mercure, du plomb et du nickel.

- Points de rejets ou sont utilisés des durcisseurs (D4.1, D5.1, D5.2,)

Les produits utilisés ne comportent plus des mentions de danger H340, H350 et H360. L'inspection propose d'augmenter la valeur limite à 110 mg/Nm<sup>3</sup> conformément à l'arrêté intégré du 2 février 1998.

De plus, il n'y a plus d'installation de soudure reliée au point de rejet D5.2.

- Modification des fréquences d'analyses

Compte tenu des faibles concentrations, l'inspection propose de modifier la fréquence des analyses de l'ensemble des points de rejets hormis les points de rejets X3.1, D1.1 et X4.1 (installation Delta NEU) et X4.2 (grenailage). L'inspection propose de passer d'une périodicité annuelle à une périodicité trisannuelle.

Compte tenu de ce qui précède l'inspection propose le suivi sur les points de rejets suivants :

Bâtiment	Cheminée	Diamètre	Hauteur	Débit	Nature rejet
	n°	en mm	en M	en M3	
<b>C</b>	C1.1				Plus de rejet autorisé
	C3.1	720	cf AM		fumée de soudure Sn
	C3.2				Plus de rejet autorisé
	C4.1	550	cf AM		COV (principalement alcool dénaturée et xylène)
	C8.1	1 000	10		Air ambiant salle fours
	C8.2	500	10		Introduction air sur groupe froid
	C8.3	700	10		Barrière de Nickel
	C8.4				Plus de rejet autorisé
	C8.5	600	10		COV (principalement xylène, alcool dénaturé,)
	C8.6	600	10		COV (principalement xylène, alcool dénaturé,)
	C8.7	400	10		Introduction air sur groupe froid
	C8.8	160	10		Extraction naturelle des fours
	C8.9	500	10		Coulage aqueux
	C8.10	500	10		Extraction air chaud groupes frigo
	C8.11	500	10		COV (principalement Alcool dénaturé -dégraissant)
<b>D</b>	D1.1	350	cf AM	5 800	Poussières d'oxydes métalliques dont oxyde de nickel
	D1.2	600	cf AM		COV (alcool dénaturé)
	D2.1				Plus de rejet autorisé
	D3.1				Plus de rejet autorisé
	D4.1	800	10		Dégraissant, fumée de soudure Sn/Pb
	D4.2	450	10		fumée de soudure Sn/Pb
	D4.3	450	10		fumée de soudure Sn/Pb
	D5.1	800	10		COV (dégraissant, alcool dénaturé, fumée de soudure Sn/Pb)
	D5.2	1 000	10		Dégraissant
<b>X</b>	X1.1	350	10		fumée de soudure Sn, fumée de soudure TIG
	X1.2	350	10		fumée de soudure Sn, fumée de soudure TIG
	X4.1	Plus de rejet en toiture			Poussières métalliques (Zinc) raccordé à l'installation Delta Neu
	X4.2	300	cf AM	2 000	Poussières métalliques grenailage
	X2.1	300	cf AM		fumée de pompe à vide-huiles d'imprégnation
	X2.2	300	cf AM		fumée de soudure Sn
	X3.1	1 200	15	45 000	Poussières d'oxydes métalliques dont oxyde de nickel - risque H 350 raccordé à l'installation Delta Neu
	X3.2	300	10		extraction air chaud sur étuves
	X3.3	1 000	cf AM		Extraction air chaud groupe frigo
<b>Y</b>	Y1.1				Plus de rejet autorisé
	Y1.2				Plus de rejet autorisé
	Y1.3				Plus de rejet autorisé
	Y1.4				Plus de rejet autorisé
	Y1.5				Plus de rejet autorisé
	Y1.6				Plus de rejet autorisé
	Y1.7				Plus de rejet autorisé

Ce point est repris à l'article 12 du projet d' APC.

Les valeurs limites imposées sont les suivantes :

Point de rejet	Traitement de surfaces C8.3	- Dépoussiéreur Delta Neu (X3.1) - Filtration D1.1- X4.2				C4.1 C8.6 D1.2	C8.5 C8.11	D5.1	C3.1 D4.1 D4.2 D4.3 X1.1 X1.2 X2.2
Paramètres	Conc. mg/Nm <sup>3</sup>	Conc. mg/Nm <sup>3</sup>	Flux Delta Neu g/h	Flux D1.1 g/h	Flux X4.2 g/h	Conc. mg/Nm <sup>3</sup>		Conc. mg/Nm <sup>3</sup>	Cnc. mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières	-	1	45	5,3	2	-		-	-
H +	0,5					-		-	-
COV	-					110		110	-
Somme Sb+Cr+Co+Cu+Sn +Mn+Ni+V+Zn	-	1	45	5,3	2	-		5	5
Plomb (gazeux et particulaires)	-	0,01	0,045	0,053	0,02	-		1	1
Ni et composés	-	0,15	6,75	0,795	0,3	-		-	-

**Ce point est repris à l'article 13 du projet d' APC.**

- Modification des analyses des installations de combustion

En application de la circulaire du 10 juin 2005 relative aux installations classées pour l'application de l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration, les installations de combustion relevant de la rubrique 2910 sont non-classées pour les raisons suivantes :

*« Le champ d'application de l'arrêté du 25 juillet 1997 est défini par la puissance de l'installation. La puissance de l'installation est comprise comme étant la somme des puissances de tous les appareils qui constituent cette installation.*

*On entend par installation, tout groupe d'appareils de combustion exploités par un même opérateur et situés sur un même site, et qui sont ou peuvent être techniquement raccordés à une cheminée commune. Cette dernière notion est relative à une proximité géographique. L'exploitant devra pouvoir la justifier sur demande de l'inspection. »*

Sur le site la puissance installée est de 6,4 MW répartie sur 12 chaudières et aérothermes fonctionnant exclusivement au gaz naturel. Les chaudières sont réparties par bâtiment et donc disséminées sur le site. Il est techniquement impossible de raccorder les chaudières. La chaufferie de chaque bâtiment est équipée, comme décrit dans le tableau ci-dessous, de deux chaudières, sauf le bâtiment A, soit au maximum une puissance de 1,16 MW (le seuil de classement est de 2 MW).



Bâtiment	Type et Marque chaudières	Année de Fab Brûleurs	Puissance installée en Kw	Installation
A	EML LEBLANC GLS5.20.CN	1991	23,2	
C	DE DIETRICH CFE 812	2004	540	
C	DE DIETRICH CFE 812	2004	540	Cheminée commune
C8	DE DIETRICH CFE 810	1986	580	
C8	DE DIETRICH CFE 810	1986	580	Cheminée distincte Chaufferie commune
D	DE DIETRICH CFE 812	2005	540	
D	DE DIETRICH CFE 812	2005	540	Cheminée commune
R	DE DIETRICH CF 350	2007	244	
R	DE DIETRICH CF 350	2012	244	Cheminée commune
X	DE DIETRICH CF 808	1982	465	
X	DE DIETRICH CF 808	2002	465	Cheminée commune
Y	DE DIETRICH CF 808	2008	465	
Y	DE DIETRICH CF 808	1984	465	Cheminée commune
X3	5 Compensateurs d'air ( Aérothermes ) T2075 REZNOR	2002	340	
D5	4 Compensateurs d'air ( Aérothermes ) T2075 REZNOR	2002	272	
D4	1 Compensateur d'air ( Aérothermes ) T2095 REZNOR	2002	91	
		Total	6394,2	

Compte tenu de ce qui est décrit supra, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 juillet 1997 ne sont pas applicables. Aussi, l'inspection propose de supprimer les prescriptions relatives aux chaudières et de déclasser la rubrique 2910.

**Ce point est repris aux articles 2 et 9 du projet d' APC.**

- Autres articles

L'exploitant est tenu :

- à l'article 11 (bilan des rejets) de transmettre un bilan annuel de ses rejets chroniques et accidentels dans l'eau et les sols pour les paramètres Nickel, cuivre, Plomb, Chrome et Zinc,
- à l'article 18.4 (bilan environnement) de transmettre un bilan annuel de ses rejets chroniques et accidentels dans l'air pour les substances Nickel, Plomb et gaz à effet de serre.

L'arrêté du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets a défini un nouveau canevas et fixé les modalités de télédéclaration. Cet arrêté s'applique pour l'ensemble des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement.

Aussi, l'inspection propose de supprimer les articles 11 et 18.4.

**Ce point est repris aux articles 8 et 15 du projet d' APC.**

## **VI – CONCLUSION - PROPOSITIONS**

Les prescriptions imposées sont conformes aux cadres nationaux, à savoir pour l'activité de traitement de surfaces l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation « eau » et point de rejet C8.3 « air » et à l'arrêté ministériel intégré du 2 février 1998 pour les autres points de rejets « air ».

Conformément aux dispositions de l'article R 512-31 et du titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement, le rapporteur propose au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable au projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

L'Inspecteur des Installations Classées

Signé

Stéphane CARON